



Le directeur du Centre national RFID nous décrit les multiples possibilités de ces technologies et la place de la France dans ce marché très vaste.

Le marché de la traçabilité vu par Jean-Christophe Lecosse, directeur du CNRFID

Qu'est-ce que le CNRFID ?

Le Centre national RFID a été créé il y a trois ans à l'initiative de l'État pour accompagner l'ensemble des acteurs du marché, qu'ils soient offreurs de solutions ou utilisateurs potentiels de cette technologie. Nous accompagnons aussi le monde académique et de la recherche. Enfin, nous supportons des fédérations, des pôles de compétitivité des clusters qui vont regrouper un ensemble d'acteurs industriels d'un même secteur d'activité.

Comment se porte le marché de la RFID ?

Trois secteurs sont des basiques : les bibliothèques, les blanchisseries et le secteur animalier, qui emploient ces technologies depuis une quinzaine d'années, avec des millions, voire des milliards de tags utilisés sur ces trois secteurs. Les bibliothèques, c'est 150 millions de tags chaque année et une blanchisserie sur deux s'ouvre avec la technologie RFID. On parle de technologie HF, la plus utilisée, la plus mature et la plus déployée sous forme de solution complète.

Ce qui intéresse beaucoup l'ensemble les acteurs du marché, ce sont les technologies UHF ou d'autres technologies actives, qui ont des potentiels plus importants en termes de distance de lecture et, surtout, de capacité de lecture en masse, avec la possibilité de lire entre 300 et 400 tags simultanément.

Cela progresse ?

On parle actuellement d'un volume de 1,5 milliard de tags vendus par an, que l'on estime doubler chaque année dans les premières années pour atteindre environ 15 milliards de tags dans les 6 à 7 ans qui viennent.

Le potentiel est considérable, mais depuis 7 à 8 ans, on nous promet tous les ans une explosion qui est sans cesse décalée. La progression ne va pas se faire par grands marchés, mais plutôt par niches.

Les Français sont friands de ces technologies ?

Nous sommes ni en retard, ni en avance. Dans le secteur animalier ou le secteur agroalimentaire, nous sommes bien placés. Les bibliothèques et les blanchisseries sont également des marchés importants. Si l'on met de côté ces niches, le potentiel d'utilisation sur tous les autres secteurs est au même niveau que pour d'autres acteurs, avec beaucoup de grands groupes français potentiellement utilisateurs, comme Dassault Aviation, Renault, la grande distribution, le textile...

Et en termes d'offreurs ?

Nous sommes assez bien placés. Au CNRFID, nous avons une centaine d'adhérents offreurs de solutions, qui vont des fabricants de puces comme STmicroelectronics, des fabricants d'inlay (couplage de la puce avec l'antenne), des fabricants de lecteurs, des intégrateurs de matériel et des intégrateurs de solutions globales, sans compter des consultants et des grands groupes comme Orange et IBM qui s'intéressent à ces technologies. Ce secteur est constitué à près de 70 % de PME.

L'industrie c'est porteur ?

Dans le secteur industriel, il y a un grand nombre d'applications qui peuvent trouver des valeurs, le suivi de parcs de contenants, par exemple. Dans l'automobile, Renault et Peugeot réunis totalisent près de 3 millions de bacs gérés par an. A trente euros le bac, une perte de 10 % devient vite importante. La production et l'automatisation sont des secteurs potentiels, mais qui ne représentent pas un marché énorme. Une installation en usine va concerner 10 000, 100 000 tags en boucle fermée. C'est ridicule comparé aux bibliothèques... C'est le paradoxe : il y a un potentiel d'utilisation important et actuel, mais on en parle peu car cela reste anecdotique pour les acteurs de la RFID. Le textile va être le plus prometteur dans les 2 à 3 ans qui viennent, avec des solutions allant de la production aux magasins. ■

Propos recueillis par Jean-Sébastien Scandella